



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNEL ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET LE CCAS

Entre

Le centre communal d'Action Sociale de Montivilliers sis cour saint Philibert, 76290 Montivilliers, représenté par Mme Agnès Sibille, vice-présidente, d'une part ;

Et :

La ville de Montivilliers, place François Mitterrand, 76290 Montivilliers, représenté par Jérôme DUBOST, Maire, d'autre part.

VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code général de la fonction publique et notamment ses articles L 263-1 et L 512-6 et suivants ;
VU le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;
VU les articles L.123-4 et L.123-5 et R 123-1 et R 123-6 du Code de l'Action Sociale et des familles ;

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

La ville de Montivilliers met à disposition du Centre Communal d'Action sociale des agents titulaires ou contractuels sur postes permanents pour exercer les fonctions de :

CCAS administration :

- 1 attaché territorial à 100% ;
- 1 attaché territorial à 30% ;
- 1 rédacteur à 90% ;
- 1 adjoint administratif à 100% ;
- 1 adjoint administratif à 90% ;
- 1 rédacteur principal de 1^{ère} classe à 100%.

Résidences autonomies :

- 1 attaché territorial à 100% ;
- 1 technicien principal de 1^{ère} classe à 100% ;
- 5 agents relevant du cadre d'emploi des adjoints techniques à 100% ;
- 1 animateur (Stéphanie B) ;
- Des agents en contrat de remplacement selon les besoins de fonctionnement des résidences ;
- 1 adjoint territorial d'animation principal 2^{ème} classe à 100% (Lydie).

Accès aux droits et accompagnement :

- 1 assistant socio-éducatif à 50% ;
- 2 assistants socio-éducatifs à 100% ;
- 2 adjoints administratifs à 20% ;
- 1 adjoint administratif principal à 100% ;
- 1 rédacteur à 100% ;
- 1 animateur principal 1^{ère} classe à 100% ;
- 1 attaché en contrat de projet à 100% ;
- 1 rédacteur en contrat de projet à 50%.

En complément des mises à dispositions des agents mentionnés ci-dessus, et en complément des dispositions de la convention cadre entre la Ville et le CCAS, les fonctions suivantes nécessitent une mise à disposition auprès du CCAS :

- 1 adjoint administratif principal de 1^{ère} classe du service finances à 80% ;
- 1 attaché directeur des finances à 20% ;
- 1 attaché principal directeur des ressources humaines à 30%.

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2026.

Elle prend effet à la date de sa notification qui intervient après transmission au contrôle de légalité.

Article 2 : Conditions d'emploi

Le travail de ces agents mis à disposition est organisé par le Centre Communal d'Action Sociale sur 3 sites :

- CCAS
- Résidence Autonomie Eau vive
- Résidence Autonomie Beauregard

Le service Ressources humaines et prévention de la commune assurera :

- Gestion administrative de la carrière des agents titulaires ;
- Gestion administrative des agents non titulaires ;
- Gestion des temps de travail ;
- Gestion du Comité Social Territorial commun (Ville-CCAS) ;
- Gestion des relations syndicales ;
- Gestion de la paie des agents titulaires, vacataires ;
- Suivi des questions d'hygiène et sécurité et gestion de la F3SCT ;
- Organisation des visites médicales ;
- Gestion des accidents de travail, maladies professionnelles, congé longue durée et longue maladie ;
- Gestion de l'exécution du contrat risques statutaires ;
- Gestion de la masse salariale ;
- Gestion des actions de formation pour l'ensemble des agents ;
- Gestion des relations avec l'Amicale et le CNAS ;
- Appui à l'organisation de service et au management.

Article 3 : Rémunération

Versement : la ville de Montivilliers versera à ces agents la rémunération correspondant à leur grade d'origine (*traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi*).

En dehors des remboursements de frais, le CCAS ne peut verser aucun complément de rémunération.

Remboursement : le Centre Communal d'Action Sociale remboursera à la Ville de Montivilliers le montant de la rémunération et des charges sociales afférentes à ces agents mis à disposition, comme convenu dans la convention globale entre le CCAS et la ville.

Article 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

Un rapport sur la manière de servir des intéressés sera établi par la direction du CCAS une fois par an et transmis au service des ressources Humaines de la ville de Montivilliers dans le cadre des entretiens professionnels.

En cas de faute disciplinaire la ville de Montivilliers est saisie par le CCAS.

Article 5 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition des agents peut prendre fin :

- avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à la demande des intéressés ou de la ville de Montivilliers ou du CCAS ;
- de plein droit lorsqu'un emploi budgétaire correspondant aux fonctions exercées par les intéressés est créé ou devient vacant dans la ville de Montivilliers ou au CCAS ;
- au terme prévu à l'article 1 de la présente convention.

Si à la fin leur mise à disposition les intéressés ne peuvent être affectés dans les fonctions qu'ils exerçaient avant leur mise à disposition, ils seront affectés dans des fonctions d'un niveau hiérarchique comparable, après avis de la Commission Administrative Paritaire.

Article 6 : Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif territorialement compétent.

Article 7 : Notification de la convention

La présente convention sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour chaque agent. Elle est transmise au fonctionnaire avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer son accord.

Fait à Montivilliers,
Le
Pour le CCAS, la vice-présidente

Fait à Montivilliers,
Le
Pour la ville de Montivilliers
Le Maire